

LE PARTI GUATEMALTEQUE DU TRAVAIL (EX-PARTI COMMUNISTE)

Le parti stalinien groupe l'avant-garde du prolétariat guatémaltèque. Dans le **Rapport** déjà tant de fois cité par nous, Fortuny dit : « Dans le Parti il y a maintenant 60 % d'ouvriers et autres travailleurs, 13 % de paysans et 27 % provenant des couches moyennes de la société. Les ouvriers et les paysans forment ensemble 73 %, ce qui veut dire que le Parti a fortifié énormément sa composition prolétarienne et de paysans travailleurs ». La grande affluence d'ouvriers dans ses rangs s'explique par le fait que le Parti se présente comme l'unique parti révolutionnaire au Guatemala. Actuellement son journal **Tribuna Popular** a une circulation estimée à dix mille exemplaires. La pénétration du parti dans les masses est très effective et se réalise à travers la C.G. T.G. et la C.N.C., organisations nationales du prolétariat et de la paysannerie guatémaltèques.

L'autocritique faite par Fortuny dans son **Rapport**, en même temps qu'elle nous permet de connaître la politique opportuniste du Parti pendant le gouvernement Arévalo, est un indice de l'existence d'une aile gauche opposée à cette politique, seule explication de sa franchise et de ses capacités.

Fortuny a reconnu trois « erreurs » fondamentales : 1° « On pourrait conclure de certaines de nos formulations que notre Parti est pour le développement capitaliste au Guatemala... et que nous croyons historiquement inévitable une longue période de développement capitaliste au Guatemala » ; 2° « ne pas avoir fait ressortir avec suffisamment de clarté et de fermeté le rôle directeur du prolétariat dans la présente étape de lutte pour la liquidation du féodalisme et pour l'indépendance nationale » ; et, 3° « avoir jugé superficielle-

ment le processus démocratique au Guatemala commencé en 1944, au point de l'apprécier et de le définir comme si ce mouvement était déjà la révolution démocratico-bourgeoise anti-impérialiste au Guatemala ».

Bien entendu, son « autocritique » ne l'empêche pas de retourner sur les chemins battus, en n'évitant les contradictions flagrantes que grâce à l'imprécision des termes qu'il emploie. Par exemple, il retombe dans sa première erreur lorsqu'il dit que « nous communistes reconnaissons qu'en raison de ses conditions spéciales, le développement du Guatemala devra se réaliser pour un temps par le chemin du capitalisme » ; est-il cependant possible pour un pays arriéré de se développer, à l'époque de la décadence de l'impérialisme, dans les moules capitalistes ? Il nous dit plus loin que « le Parti communiste du Guatemala... soutient aussi le gouvernement démocratique d'Arbenz, mais ne s'y intègre pas... qu'il ne fait pas partie du gouvernement... ». Que devient dans tout cela « le rôle directeur du prolétariat » ? Appuyer politiquement le gouvernement, n'est-ce pas reconnaître sa direction ? En ce qui concerne « l'erreur » commise avec le gouvernement Arévalo, c'est exactement la même qui est commise maintenant avec le gouvernement Arbenz.

Comme dans tout parti stalinien, on ne connaît plus la démocratie interne du type léniniste. Le même Fortuny se voit contraint de le reconnaître lorsqu'il admet que « l'emploi réduit de la critique et l'autocritique » est dû « en partie à la crainte de certains camarades », et lorsqu'il insiste sur ce que « les camarades ne doivent aucunement craindre de développer la critique ».

LES TACHES DES MARXISTES-REVOLUTIONNAIRES AU GUATEMALA

Les marxistes qui comprennent que la politique opportuniste des dirigeants du parti guatémaltèque du travail n'est pas uniquement un phénomène national, mais qu'il a son origine dans les intérêts et la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne russe, les marxistes qui ont appris à distinguer entre le communisme de Lénine et Trotsky et le stalinisme, ont comme premier devoir de jeter les bases du programme révolutionnaire du prolétariat guatémaltèque au moyen d'une étude consciencieuse des rapports de classe au Guatemala. Bien entendu, nous ne pouvons ici qu'esquisser les éléments les plus essentiels de ce programme ; nous le faisons comme collaboration à ce travail indispensable.

Comme nous l'avons vu au commencement, les salaires des travailleurs au Guatemala sont les plus bas de l'Amérique latine. La première revendication des prolétaires urbains et ruraux doit être **LE SALAIRE MINIMUM VITAL FIXE PAR LES ORGANISATIONS OUVRIERES**

ET PAYSANNES. Mais la hausse constante du coût de la vie qui réduirait très vite les augmentations à rien, impose l'institution de l'**ECHELLE MOBILE**, c'est-à-dire l'augmentation automatique des salaires proportionnellement à l'augmentation des prix. La menace d'une crise du capitalisme nord-américain qui apporterait avec elle la crise de l'économie du Guatemala et le chômage pour des dizaines de milliers de travailleurs guatémaltèques, rend urgente l'adoption de mots d'ordre contre le lock-out : **NE PAS ACCEPTER DE RENVOIS EN MASSE ; établir l'ECHELLE MOBILE des heures de travail, c'est-à-dire la diminution de la journée sans diminution des salaires et la répartition du travail existant entre tous les ouvriers pour éviter le chômage.** Si les entreprises, nationales ou impérialistes, refusent d'accepter ces revendications en alléguant des pertes, il faut **OUVRIR LES LIVRES DE COMPTABILITE POUR ETRE EXAMINES PAR LES SYNDICATS ; organiser LE CONTROLE OU-**